SECTIONS DE MEURTHE ET MOSELLE

Comité Social D'Administration Local du 11 janvier 2024

Lettre ouverte de l'intersyndicale CFDT, Solidaires, FO et CGT Finances Publiques à M. GAUTIER, Président.

Monsieur Le Président,

Vous avez convoqué ce jeudi 11 janvier 2024 un CSAL avec, pour sujet principal à l'ordre du jour, la question des emplois.

Comme chaque année à la même période, c'est les soldes à la DGFIP !

Les suppressions d'emplois, même amoindries par quelques habiles artifices, continuent.
Car, ne nous y trompons pas: il n'y a pas de solde positif d'emplois.

Au niveau national, comment obtient-on un solde positif de +148 emplois ? En faisant fi des nouvelles missions, telles que les transferts de taxes douanières, de taxes d'urbanisme, mais aussi la création de services relocalisés !

Le niveau de recrutement reste certes élevé, mais le niveau des départs l'est encore plus !

Et au niveau local, comment fait-on pour annoncer 9 créations d'emplois ?

Même procédé qu'au niveau national...

Explications : dans le tableau détaillé des suppressions d'emplois figurent 12 postes du Centre de Gestion Financière Justice ainsi qu'un poste concernant la gestion des taxes d'urbanisme. Ces postes ne sont pas des créations mais des transferts, avec le travail qui va avec ! Il n'y a donc pas 9 créations de postes mais bien 4 suppressions si on ne rajoute pas ces 13 transferts de missions.

Et bien sûr, pas de vision globale sur la situation des effectifs : combien de départs à la retraite, combien de chaises vides dans les services ?

Mystère…

Vous comprendrez donc bien, qu'en l'état, nous ne participons pas à ce CSAL.

Par contre, nous vous demandons, comme cela a été fait par le passé et comme le prévoit l'article 17 du règlement intérieur, de reconvoquer celui-ci en deux temps, en scindant la question des emplois de celles des autres points mis à l'ordre du jour.